

Les subsides

M. Maltais: Monsieur le président, j'aimerais demander si le député de Joliette accepterait de répondre à une question.

M. La Salle: Très rapidement parce que je veux donner du temps à d'autres.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): A l'ordre! L'honorable député a demandé à l'honorable député de Joliette si c'était possible de poser une question. Et l'honorable député de Joliette a dit clairement qu'il aimerait laisser son temps à d'autres orateurs.

M. La Salle: J'ai accepté de répondre à la question de l'honorable député, mais très rapidement.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Alors d'accord! L'honorable secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale a la parole.

M. Maltais: Je serai bref, monsieur le président. J'aurais simplement aimé que le député de Joliette (M. La Salle) précise sa pensée dans le cas de l'amiante et du fer. J'aimerais savoir ce qu'il aurait été possible de faire avec une stratégie industrielle, compte tenu du fait que les marchés dépendent quand même de la conjoncture internationale?

M. La Salle: Je disais que si depuis 15 ou 20 ans on avait mis sur pied une stratégie industrielle, on aurait pu prévoir l'avenir des usines qui ont fermé leurs portes aujourd'hui, et on aurait préparé si nécessaire leur fermeture, mais parce qu'il n'y a pas eu de stratégie industrielle on n'a pas prévu cela et les pauvres gens de ces régions se retrouvent aujourd'hui dans le marasme et l'inquiétude, parce que le gouvernement n'a pas su préparer cette stratégie industrielle qui aurait permis aux industries de les préparer et de les diriger peut-être dans un autre secteur.

M. Maltais: Je désire poser une autre courte question. J'aimerais savoir, à propos du fer, si on pense à l'entreprise privée...

M. La Salle: Monsieur le président, je regrette, mais je voulais donner mon temps à d'autres collègues tel que promis.

M. Jim Peterson (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le président, c'est un grand plaisir pour moi d'avoir l'occasion de discuter de ce problème avec les députés qui sont à la Chambre présentement, surtout parce que de l'autre côté de la Chambre, je n'ai pas entendu les vrais faits, les véritables données, ni les efforts que nous avons vraiment faits pour établir la science et la technologie ici au Canada.

[Traduction]

Il est vrai que nos fabricants, nos producteurs et nos exportateurs doivent relever des défis incroyables pour un certain nombre de raisons. Le taux d'inflation au Canada n'est pas à un niveau acceptable, tandis que la productivité n'est pas aussi élevée qu'elle devrait l'être par rapport à celle d'autres pays. Nos marchés internationaux sont à la baisse, tandis que nous souffrons de la récession mondiale. D'autres pays souffrent beaucoup plus que nous de la conjoncture actuelle.

Tandis que les marchés fléchissent dans le monde, nous constatons que de nombreux pays ont recours à des obstacles non tarifaires et à divers autres mécanismes pour bloquer nos exportations et le Canada est un pays exportateur. Nous ne réussirons pas facilement à surmonter ces problèmes. Nous

n'avons jamais prétendu que ce serait facile mais, assurément, notre stratégie économique doit chercher à favoriser la recherche et le développement technologiques. C'est grâce à cette approche que nous serons en mesure de soutenir la concurrence sur nos marchés internationaux dans les jours, les années et les décennies à venir.

Dans le document intitulé «Le développement économique du Canada dans les années 80», paru l'année dernière, on reconnaît que la recherche et l'innovation ont joué et continueront à jouer un rôle important dans le développement économique. Le message le plus important qui ressort de ce document, c'est qu'il faut axer ses efforts sur différents secteurs de l'économie canadienne, et notamment sur le développement des ressources et le développement industriel, le développement des exportations, des transports et des communications et sur le développement des compétences humaines. Pour réussir dans tous ces domaines, il faut absolument avoir une base de recherche solide.

En janvier 1981, le gouvernement fédéral s'est engagé à intensifier considérablement la recherche et le développement, promettant d'y consacrer 1.5 p. 100 du produit national brut d'ici 1985. Je crois que nous nous y prenons de la bonne façon. Environ la moitié de cette augmentation de crédits à la recherche sera fournie par les entreprises. Un tiers viendra du gouvernement fédéral et le sixième qui reste sera fourni par les gouvernements provinciaux, les universités et les institutions privées. Il faut atteindre cet objectif ambitieux si nous voulons acquérir les nouvelles technologies qui apparaissent, car nous en avons grandement besoin pour créer des emplois au Canada.

Quels sont les progrès réalisés en deux ans, depuis que l'on a décidé de consacrer 1.5 p. 100 du PNB à la recherche et au développement? D'aucuns pourraient prétendre que cela ne suffit pas, mais les résultats sont fort encourageants. En moins de deux ans, cette proportion est passée de 0.9 p. 100 à plus de 1.2 p. 100 de notre produit national brut. Cela montre ce que nous pouvons accomplir quand d'un commun accord nous fixons ces objectifs et nous établissons nos priorités en conséquence. Ce n'est pas un mince exploit particulièrement en cette période de récession que nous traversons.

• (2140)

Une autre chose importante est survenue. Durant cette période, l'industrie et le gouvernement, par leurs efforts concertés, ont tenté d'effectuer davantage de travaux de recherche et de développement. Durant les deux premières années où ce programme a été en vigueur, les dépenses fédérales consacrées à la recherche et au développement ont augmenté de près de 435 millions. Le budget principal des dépenses pour 1982-1983 majorera de 250 millions de dollars les dépenses engagées à cette fin. Il faut noter que cette majoration sera principalement affectée à la recherche et au développement dans le secteur industriel où nous réussirons à créer un plus grand nombre d'emplois pour les Canadiens. Les activités de recherche et de développement qui sont financées par le gouvernement fédéral et exécutées par l'industrie privée auront presque doublé en trois ans.